



## TRI de la Haute-Vallée de l'Arve



**Identifiant du TRI** FRD\_TRI\_HV\_ARVE  
**Région(s)** Rhône-Alpes  
**Département(s)** Haute-Savoie (74)

### Liste des contributions des parties prenantes

<b>Mairie de Sallanches</b>	<p>Disparités avec le PPRN approuvé puis annulé en 2011</p> <p>Quelle pertinence de considérer les digues et autoroutes transparentes dans les sc moyens et extrêmes sans études précises de chaque ouvrage ?</p> <p>Conséquences de la cartographie.</p>
<b>Mairie de Passy</b>	<p>Manque de collaboration avec le SM3A</p> <p>Utilisation de Cartino incompréhensible du fait de l'existence du modèle hydraulique du SM3A, qui implique des incohérences (discontinuités dans les zones inondées en Q1000 et incohérence avec la topographie).</p> <p>Opposition à la doctrine de transparence des ouvrages de protection : elle est appliquée à l'A40 qui n'est pas un ouvrage de protection et qui représente un obstacle de dimensions telles que sa destruction par une crue n'est pas envisageable. La même remarque est applicable à l'absence de considération du barrage de l'Abbaye qui, vannes ouvertes, confère au lit principal de l'Arve une capacité hydraulique bien supérieure à celle qui semble avoir été étudiée. De plus cette doctrine semble inégalement appliquée concernant les voies ferrées qui tantôt constituent une limite des zones d'inondation (La Cavettaz), tantôt sont considérées comme inexistantes (Les Râches Bernardin).</p> <p>La transparence de l'ouvrage autoroutier soulève la question de l'enclavement de la vallée de l'Arve en cas de crue exceptionnelle. Il est donc nécessaire de consulter les gestionnaires des infrastructures de transport.</p> <p>Inquiétudes face aux responsabilités induites par cette cartographie, surtout par le porter à connaissance de la Q1000 qui concerne à Passy une installation classée (Chedde) et une station d'épuration.</p> <p>L'imprécision de la Q1000 ne permet pas de l'intégrer au porter à connaissance à des visées d'aménagement du territoire. Il apparaît en revanche possible et raisonnable, en termes de gestion de crise seulement, de prendre en compte un scénario aussi incertain.</p> <p>Manque de concertation, qualité des données affectées par l'urgence des processus.</p> <p>Présentation en même temps de la carto-DI et des cartes d'aléas du PPR qui ne sont pas comparables.</p> <p>Cartographie à modifier (4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Râches Bernadin à proximité d'un ouvrage hydroélectrique dont la gestion avisée peut creuser considérablement le lit de l'Arve en cas de crue</li> <li>- les lacs de la cavettaz et le camping de l'écureuil sont protégés par l'infrastructure autoroutière</li> <li>- les différentes tâches de probabilités de crue en scénario extrême aux lieu dits Lac de Passy, La Gravière, ZAE du Mont-Blanc, SITOM</li> <li>- Les zones inondables en rive gauche de l'Arve de l'Abbaye à la Carabotte, qui sont incohérentes avec la réalité topographique (points hauts inondables, points bas épargnés, notamment dans le secteur du pont de Marlioz)</li> </ul>
<b>ERDF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- qualité des données mises à la disposition d'ERDF : format SIG pour réutiliser les données</li> <li>- exploitation des données par ERDF : étude d'impact des inondations sur les installations,</li> </ul> <p>L'agence Maîtrise d'Ouvrage ERDF Alpes intégrera cette information dans ses schémas directeurs d'évolution du réseau HTA, afin de profiter de toute opportunité d'évolution du réseau pour le</p>

	sécuriser au sens du risque inondation.
<b>SM3A</b>	<p>Outil utilisé pour scénario moyen et extrême grossier, les limites sont expliquées dans le rapport accompagnant la cartographie.</p> <p>Existence de l'étude EGIS datant de 2012 réalisée pour le compte du SM3A. Certes cette étude considère les digues résistantes mais il aurait été préférable d'utiliser les résultats EGIS sur les tronçons non endigués, ceux pour lesquels les digues ne sont pas mises en charge en Q100 ou ceux pour lesquels les digues sont submergées. Il aurait été souhaitable de réutiliser l'hydrologie de référence utilisée par EGIS.</p> <p>Imprécision des données topographiques utilisées en complément du LIDAR SM3A, imprécision bien relevée dans le rapport mais qui se répercute sur les emprises et les hauteurs d'eau.</p> <p>Les informations concernant la mise en charge des digues sont disponibles au SM3A.</p> <p>Conclusion technique : il est difficilement acceptable que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la connaissance issue d'une véritable modélisation ne soit pas utilisée</li> <li>- les données de mise en charge des digues ne soit pas exploitées</li> <li>- que les compléments d'études nécessaires pour répondre aux exigences de la DI n'aient pas pu bénéficier d'un délai de réalisation suffisant pour assurer un niveau de qualité convenable à la cartographie</li> </ul> <p>Par ailleurs, des pistes de travail se profilent en termes d'amélioration de la connaissance du risque inondation (caractérisation des vitesses d'écoulement, extension des couvertures topographiques par Lidar, modélisation fine de perméabilités sous ouvrages routiers...) et de conduites à tenir quant à l'effacement des ouvrages de protection. Ces pistes pourront être précisées et formalisées dans le cadre de l'élaboration des stratégies locales de gestion des risques inondation sur les deux TRI.</p> <p>Il ne faudra pas limiter le travail à l'Arve et au Giffre, mais également à leurs affluents. Nous devons dans les années qui viennent porter un effort particulier pour acquérir une connaissance hydraulique fine sur les affluents non étudiés à ce jour. Cette connaissance pourra utilement être intégrée lors des prochains cycles de la DI.</p> <p>Enjeux : expliquer dans le rapport à quoi correspond l'enjeu "patrimoine culturel".</p>
<b>DDCS Haute Savoie</b>	<p>La DDCS n'a pas de remarque particulière à formuler sur les cartes.</p> <p>Nous suggérons de croiser ces cartes avec le recensement des équipements sportifs si nécessaire. Il serait également opportun de répertorier les lieux d'hébergement de mineurs (bâtiments, campings) pouvant être concernés, sachant que les campings à risques font déjà l'objet d'une surveillance particulière et sont soumis à des contraintes et de prévention et d'évacuation et doivent activer des dispositifs en cas d'alerte.</p>
<b>ATMB</b>	<p>ATMB doit examiner en détail la configuration géométrique de l'autoroute A40 dans son environnement, en relation avec les ouvrages de traversée du remblai autoroutier (voies, conduites hydrauliques, ouvrages d'art) et la présence de l'Arve et de ses affluents. En effet, dans le cadre de l'évolution de la réglementation concernant les digues, il apparaît que l'A40 n'offre pas une parfaite transparence hydraulique en fonction des secteurs concernés.</p>
<b>République et Canton de Genève</b>	<p>Le TRI devra intégrer le territoire du canton de Genève lors de l'établissement de la stratégie locale et du PGRI</p> <p>Obtenir plus de détails sur les méthodes utilisées (Cartino et SHYREG) pour vérifier la compatibilité et la cohérence des hypothèses de base.</p> <p>Représenter sur les cartes TRI les cartes de danger liées aux crues établies par le canton de Genève (forme et ampleur de la représentation à définir).</p> <p>Développer la procédure d'alerte et la gestion de crise en lien avec le canton de Genève afin de favoriser les synergies (travaux en cours avec l'office fédéral de l'environnement).</p> <p>La carte TRI n'intègre pas les problématiques de graviers et transport solide qui sont pourtant capitales dans ce secteur : il s'agira de gérer de manière coordonnée cet aspect en lien avec le SM3A.</p>
<b>Commune de Combloux</b>	<p>Exclusion de la commune des Contamines-Montjoie</p> <p>Pas de prise en compte des phénomènes torrentiels et d'affluents majeurs de l'Arve : Armancette, Tête Rousse, Nant Bordon</p> <p>Interrogations sur la représentation d'une crue millénaire : pertinence et intérêt</p> <p>Rôle joué par les ouvrages structurants du territoire (autoroute, voie ferrée) en termes de rétention des crues</p>

	Le travail mené par le SM3A a montré son efficacité et sa capacité à disposer d'une vision stratégique de gestion du risque adaptée.
<b>CCI de Haute-Savoie</b>	Nombre d'emplois concernés par le scénario fréquent sous-estimé.
<b>Communauté de communes Pays du Mont-Blanc</b>	Exclusion de la commune des Contamines-Montjoie Pas de prise en compte des phénomènes torrentiels et d'affluents majeurs de l'Arve : Armancette, Tête Rousse, Nant Bordon Interrogations sur la représentation d'une crue millénale : pertinence et intérêt Rôle joué par les ouvrages structurants du territoire (autoroute, voie ferrée) en termes de rétention des crues Le travail mené par le SM3A a montré son efficacité et sa capacité à disposer d'une vision stratégique de gestion du risque adaptée.
<b>Commune de Chamonix-Mont-Blanc</b>	Manque de concertation avec les collectivités. Parallèle entre la crue millénale et l'aléa maximal vraisemblable pour les avalanches. Concertation à mener sur la vallée de Chamonix pour gérer la superposition de risques présents dans la vallée. Cartographie moins précise que les études existantes localement. Des incohérences relevées : - MNT peu précis utilisé alors qu'il existe d'un MNT à Chamonix d'une précision centimétrique - imprécision sur la Plaine des Bois ou aux Chosalets - hypothèse pour crue centennale de fond engravé alors que la collectivité réalise des relevés et des extractions pour maintenir un profil bas - en Q10, les zones soustraites à l'inondation sont plus étendues que les zones inondées en Q100 - aux Houches, Q1000 est moins étendue que Q100
<b>Agence Régionale de Santé - Délégation départementale de Haute-Savoie</b>	La cartographie ne prend pas en compte le risque induit par les affluents de l'Arve ni les phénomènes de débâcle glaciaire. Hôpitaux apparaissent hors zones inondées mais reste la question de la vulnérabilité des principales voies de communication et le maintien de l'accès aux établissements. Vulnérabilité des ouvrages de production d'eau destinée à la consommation humaine (puits des Chosalets à Chamonix et de Clair Temps aux Houches) dès l'événement moyen à prendre en compte

### Avis de synthèse et proposition du service pilote du TRI

La cartographie des événements moyen et extrême de la rivière Arve a été reprise selon la méthode suivante. Les données de l'étude EGIS ont été utilisées sans modification pour les tronçons de la rivière non endigués et pour les tronçons endigués non mis en charge. Pour les tronçons endigués mis en charge, les digues ont été effacées en modifiant ponctuellement la topographie (en utilisant les cotes des pieds de digues côté terrain protégé relevées par SINTEGRA pour le compte de la DDT en 2013) et en utilisant le modèle CARTINO avec, en données d'entrée, les mêmes débits que dans la modélisation EGIS. Lorsque l'emprise du MNT LIDAR est insuffisante, la zone inondée a été complétée en utilisant CARTINO.

L'hypothèse de fond pour le lit de l'Arve dans la traversée de Chamonix a été utilisée sur conseil du SM3A pour un affichage plus sécuritaire.

La définition des zones soustraites figure dans le rapport résulte de la projection de la crête de digue sur le terrain naturel côté val. Elle n'est donc pas liée à un débit de crue.

Les gestionnaires de voirie, notamment ATMB, ont été consultés et ont répondu. La réflexion qui démarre quant à l'effet du remblai autoroutier sur les crues devra être intégrée dans la SLGRI. L'enclavement du territoire par une coupure des axes de circulation devra également être étudiée dans la SLGRI.

Les remarques du Canton de Genève sur l'affichage des aléas côté suisse, le développement des procédures d'alerte et de gestion de crise en lien avec leurs services et la prise en compte du transport solide seront intégrées dans l'élaboration de la SLGRI.

Les affluents à régime torrentiel, tels que le Bon Nant, le Nant Bordon ou d'autres cours d'eau dont la liste sera

déterminée en lien avec les collectivités locales, pourront être étudiés pendant la mise en œuvre de la SLGRI et pourront de ce fait apparaître lors du prochain exercice de la directive inondation.

Concernant les équipements sportifs et les campings, ceux-ci pourront être étudiés lors de l'élaboration de la SLGRI.

Les problématiques de vulnérabilité des ouvrages de production d'eau destinée à la consommation humaine et la vulnérabilité des axes de communication et plus particulièrement ceux desservant les hôpitaux seront traitées dans le cadre de l'élaboration des SLGRI.

Concernant la demande d'ERDF, réponse a été faite que l'on prenait bonne note de leur souhait de disposer de ces données sous un format SIG pour ensuite les exploiter. Nous leur transmettons ces données fin décembre, une fois les remarques des parties prenantes prise en compte. Les études réalisées sur les impacts des inondations sur le réseau ERDF nous intéressent notamment pour les prendre en compte pour l'élaboration des plans communaux de sauvegarde, pour l'élaboration de diagnostics de vulnérabilité, et également dans le cadre des réflexions portant sur l'élaboration des stratégies locales sur chacun des TRI.

Pour les autres questions d'ordre plus général, merci de se reporter à la FAQ.